

## Papy Joe, L'oncle escroc

Suite et fin

## L'embargo sur le cacao ivoirien



## Un couteau à double tranchant pour le Camp Ouattara

P 7

INTERVIEW de Camille AZANKPO

« Tous les éléments  
qui entrent en compte  
dans mon travail sont  
des corps »

P 4



LE

# LIBERAL

Hebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

N° 008 - Mercredi 23 Février 2011 - 250 F CFA / Etranger 1€

### BILLET D'HUMEUR

#### Dialogue sauce piquante

Un homme visiblement affamé entre dans un restaurant loméen à l'heure du déjeuner et demande séance tenante le menu à la serveuse.

-Ah ça tombe bien dit la serveuse en regardant dans la direction du client. Nous avons de nouvelles recettes à notre menu.

-Ah oui, dit l'homme affamé, à la fois impatient et curieux. Voyons voir ces nouvelles recettes.

-Elles sont justes en bas du menu, précisa la serveuse.

L'homme affamé vit en effet en bas de page écrit à la main d'une écriture fraîche et ferme : « dialogue inclusif » puis « débat inclusif ».

-C'est quoi « dialogue inclusif » et c'est quoi « débat inclusif », reprit l'homme affamé, de plus en plus piqué au vif. Quelle est la différence ?

-Monsieur répondit la serveuse, tout dépend de ce que vous voulez. Mais les deux sont inclusifs, c'est déjà ça. Il y a tout dedans.

-Alors c'est la même chose !

-Non pas vraiment. Normalement si c'est le soir et que vous êtes deux, il vaut mieux opter pour le « dialogue inclusif », ça permet de bien causer.

-Et le « débat inclusif » alors ! Quelle est la différence ?

-En fait, les deux sont à la sauce piquante. Au départ on avait seulement du dialogue inclusif. Mais on s'est vite rendu compte que les autres clients regardent toujours avec envie les tables où l'on sert du « dialogue inclusif ». Parfois même ils veulent rejoindre ces tables pour voir vraiment ce qu'il y a dans le « dialogue inclusif ». Alors on a élargi le menu pour ajouter « débat inclusif ». C'est le même temps de cuisson et il y a tout dedans aussi. Mais si vous êtes un peu plus nombreux je conseillerais « débat inclusif ». Les plats sont plus larges et il y en a pour tout le monde.

-Mais vous voyez bien que je suis seul, répliqua l'homme.

-Ah, c'est vrai. Je vais voir ça avec le patron. On va peut-être ajouter « monologue inclusif » au menu.

-Madame, je n'ai plus faim...merci. ■  
La Rédaction

## Inculpation du Général MEMENE dans le Bahreïngate

# La race des intouchables s'est éteinte au Togo

P 3

Confidentiel

## Probable report du sommet de l'UEMOA

Annoncé pour fin mars 2011 à Lomé, le sommet de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) pourrait être repoussé au début du mois d'avril. Ce report s'il est confirmé devrait permettre de parachever les processus électoraux au Bénin et au Niger et d'avoir sur la liste des participants un président nigérien et un président béninois investis en bonne et due forme. ■

Campagne de  
proximité dans les  
marchés de Lomé

## Jean-Pierre Fabre à la recherche du temps perdu



## Gouvernance publique au Togo

# La Cour des Comptes lance ses premiers filets

**L**a cour des comptes lance ses premiers filets

Le ministère de l'économie et des finances publie depuis quelques jours dans les colonnes de Togo Presse, le quotidien officiel, la liste des entreprises et services publics dont les comptes seront bientôt épluchés par la Cour des comptes. Et comme la charité bien ordonnée commence par soi-même, c'est l'agent comptable central du Trésor public qui ouvrira le bal. Décidément les temps changent. La Cour des comptes était devenue une véritable arlésienne. Tout le monde en parlait mais personne ne le voyait et encore moins à l'œuvre. Beaucoup avaient fini par s'impatisser surtout que la Cour fait partie des rouages mis en place par la Constitution de 1992 pour faire entrer notre pays dans l'ère de la bonne gouvernance.

La nature ayant horreur du vide, la Cour des comptes a pendant longtemps été suppléée par la Commission de lutte contre la corruption et le sabotage économique dont les méthodes et les résultats n'ont jamais fait l'unanimité.

Les membres et les conseillers ont été nommés depuis bientôt un an et demi mais la Cour donnait le sentiment d'être un volcan en sommeil. Tout porte à

croire que le volcan va bientôt s'éveiller et cracher « des laves et de la fumée » lorsqu'il se penchera sur les comptes des entreprises et services publics programmés pour 2011. Le processus est en tout cas bien enclenché grâce aux deux arrêtés du Ministère de l'Economie et des Finances dressant la première liste des Entreprises publiques et des services publics qui doivent désormais soumettre leurs comptes à la Cour.

Il s'agit respectivement des arrêtés N°021/MEF/CAB du 03 février 2011 établissant la liste des comptables publics dont les comptes sont soumis à l'examen de la Cour des comptes et N°022/MEF/CAB/ portant liste des établissements et entreprises publics soumis au contrôle de la Cour des comptes.

C'est un acte d'une importance capitale car il offre désormais matière à la juridiction dont les membres vont, comme le prévoit l'article 107 de notre loi fondamentale : «établir un rapport annuel adressé au Président de la République, au gouvernement et à l'Assemblée nationale et dans lequel elle fait état, s'il y a lieu, des infractions commises, et des responsabilités encourues».

Il faut rappeler que depuis leur installation le 19 septembre 2009, les membres de la Cour



n'ont pas encore établi de rapport. La Cour a désormais du grain à moudre.

Les Sociétés d'Etats et les régies financières grandes pourvoyeuses en ressources financières au Trésor Public sont concernées par lesdits arrêtés.

La Cour aura pour rôle d'analyser les bilans comptables des établissements publics en se basant sur les règles de la comptabilité publique et prendra les sanctions qui s'imposent conformément à la réglementation en vigueur contre les indélélicats.

Juridiction financière, elle a pour vocation de contrôler l'exécution de la loi de finance et plus précisément l'activité des ordonnateurs et des comptables publics.

Les fonctionnaires ou agents des

entreprises qui manient les deniers publics sont donc avertis et doivent donc maintenant faire preuve d'une grande probité au risque de tomber dans les mailles de la Cour des Comptes.

Finis l'impunité en matière de crimes économiques.

La mise en orbite de la Cour des comptes consacre donc définitivement le retour à l'orthodoxie en matière de gestion des deniers publics.

Toutefois, il pèse toujours sur l'Etat la responsabilité d'assurer à cette Cour son indépendance nécessaire pour jouer le rôle qui est le sien sans quoi elle apparaîtra juste comme une coquille vide qui va encore provoquer le désenchantement du citoyen qui attend que les bonnes intentions sur la bonne gouvernance se matérialisent au

plus vite.

La tâche ne sera pas aisée, c'est une grande responsabilité qui pèse aussi bien sur les pouvoirs publics, les juges de cette Cour que les fonctionnaires et agents qui ont en charge la gestion des deniers publics.

Il faudra surtout éviter que les mailles des filets de la Cour des comptes ne soient à géométrie variable ; suffisamment petite pour prendre le menu fretin mais pas assez pour les grands poissons.

C'est à ce prix que notre crédibilité sera renforcée auprès des institutions financières avec lesquelles notre pays est engagé dans les programmes de remise de dettes. ■

Schmidt EZA

### Micro à l'Envers

Les confrères se prononcent sur l'actualité



Récépissé N°0416/23/12/10/HAAC du 23 décembre 2010

**Directeur de la Publication**  
Fabrice P. Dariworé

**Comité de Rédaction**  
Schmidt EZA  
BRHOOM Kwamé  
Dieudonné ESSOHANAM  
Sémy MAREKA  
**Infographie**  
Raphaël AHIALLE

**Adresse**  
585, Av du Grand Séminaire  
Hédzranawoé  
Tél: +228 239 04 45  
+228 915 87 53  
13 BP 152 Lomé-TOGO

**Imprimerie**  
Service Compris

**Tirage**  
2000 exemplaires

### Sujet de la semaine: Forum National du Paysan, votre point de vue

#### Joachim LOKO, DP Dounia le Monde



Etant donné que l'agriculture emploie plus de 70 % de la population et que cette activité connaît des problèmes, surtout dans nos pays sous-développés, il est de bon ton que les acteurs de ce secteur se réunissent de temps en temps pour plancher sur les problèmes auxquels ils sont confrontés et essayent de trouver une solution adéquate. Comme on le sait bien au Togo, les agriculteurs manquent toujours de moyens. Et ce problème découle du fait que le secteur dans un passé récent baignait dans une désorganisation totale. Ceci influe inévitablement sur la production, or aujourd'hui, les agriculteurs ont besoin d'un soutien pour pouvoir nourrir comme il se doit les populations. Un forum national du paysan

est donc une très bonne initiative et on ne peut que féliciter les acteurs du secteur agricole. Maintenant, il faudrait que les pouvoirs publics encouragent cette initiative en donnant les moyens aux agriculteurs. C'est par des formations, l'accès facile et à moindre coût des intrants agricoles que les agriculteurs peuvent accroître leur production. Il faudra aussi penser à des techniques de conservation des produits agricoles malheureusement bradés sur le marché par les paysans en période d'abondance. Je crois que le forum national du paysan doit s'intéresser à ces problèmes et y apporter des solutions. ■

#### ATTIKPO Heatson Tito, DP du Magazine agro-alimentaire ZAGOR



Nous pensons que le Forum National du Paysan qui heureusement se perpétue est une initiative à féliciter et à encourager car dans le contexte actuel, il participe déjà à donner un véritable coup de pouce à l'agriculture togolaise ainsi qu'à ses acteurs. Notre souhait est que tous les acteurs, en amont et en aval, prennent conscience de leur rôle dans cette nouvelle dynamique qui dure depuis 3ans et que chaque togolais ou qu'il se trouve sur le territoire puisse manger à sa faim. Il est opportun d'inviter la jeunesse à accorder plus d'intérêt au métier d'agriculteur qui est un métier d'avenir.

L'Etat togolais, initiateur de ce forum qui est à sa troisième édition cette année, doit veiller à ce que les décisions qui découleront du forum ne dorment pas dans les tiroirs du ministère de l'Agriculture mais soient appliquées à la lettre pour une véritable relance du secteur agricole, un secteur vital pour nos économies émergentes. L'engagement de MAPUTO qui contraint les pays africains à consacrer 10% de leur budget à l'agriculture doit être une réalité au Togo et l'initiative d'un forum national du paysan est déjà un signal fort. ■

#### Pierre Claver KUVU, Journaliste à L'ALTERNATIVE



Le Forum National du Paysan ! Il est tout à fait normal qu'aujourd'hui on s'interroge beaucoup plus sur cette initiative du gouvernement vu l'intérêt de l'agriculture dans l'économie nationale surtout au moment où le pays peine sous le coup d'une crise économique caractérisée par la cherté de la vie. Je crois à mon humble avis que cette initiative ne devrait pas servir de folklore ou d'un dîner de gala ou tout le monde veut profiter à satiété. C'est pour dire que l'initiative en elle-même est plus que salutaire. C'est un véritable cadre ou selon mon entendement il faudrait discuter avec les paysans, les écouter et surtout identifier les problèmes qui minent et polluent le secteur de l'agriculture. Au lieu de s'incliner devant les diktats des institutions de Breton Wood, il revient au Togo

de relancer son agriculture condition déterminante du développement. Mais l'incontournable relance de l'agriculture exige sa modernisation. Ceci devrait passer par la fin de l'époque des houes. Autrement dit, songer à mécaniser l'agriculture pour mieux intensifier les espaces cultivables, il faut tendre vers l'idéal des paysans regroupés en collectivité. Aujourd'hui, l'agriculture togolaise souffre énormément et il faut repenser ce secteur en vue d'une solution durable. A priori, le Forum National du Paysan est le cadre privilégié de concertation entre les paysans et l'autorité. Mais cela ne peut engendrer des résultats que s'il y a le sérieux, la rigueur la discipline et la volonté politique surtout des acteurs. ■

## Inculpation du Général MEMENE dans le Bahreïngate

# La race des intouchables s'est éteinte au Togo

La récente mise en cause du général Séyi Memène dans l'affaire du Match de Bahreïn a surpris par son audace au point où nombreux sont les togolais qui se demandent si finalement la justice togolaise dont on annonce les réformes à longueur d'années, n'a pas finalement pris son indépendance par rapport à l'exécutif, les milieux des affaires et aux autres cercles d'influences mystiques, philosophiques et religieuses qui l'ont jadis prises en otage. Il y a bien longtemps que le nom du Général est cité dans cette ténébreuse affaire. Mais personne n'aurait pu imaginer que le tout puissant officier de l'armée togolaise, plusieurs fois ministre et actuel Vice Président de la CAF, aurait pu être cité à comparaître devant le juge. Pour les autres suspects et inculpés dans cette affaire, ce n'est qu'un début de justice qui mérite de déboucher sur le triomphe de la vérité. Mais certains partisans du Général estiment qu'après les loyaux services que ce dernier a rendus à la nation, il ne mérite pas une telle humiliation.

La cause est bien entendue et nul n'ignore le rôle déterminant que le ministre général a joué dans la vie de la nation togolaise. Mais cet important détail suffit-il pour qu'on fasse éternellement ombrage à la loi en occultant la vérité en tout temps et en imposant aux innocents de payer pour les autres, dans une affaire qui n'est pas la première et qui de surcroît a sérieusement écorché l'image du pays et dont s'est saisi finalement la FIFA qui

exige que toute la lumière soit faite. Il faut dire que depuis l'éclatement de l'affaire au grand jour de nombreux fusibles ont été grillés, de nombreux boucs émissaires ont payé les frais pour que le général soit hors d'atteinte.

Ceux qui confondent Faure Gnassingbé à la justice togolaise et qui invitent ce dernier à s'immiscer dans ce procès en cours pour extirper le général du bourbier de Bahreïn doivent peut-être prendre acte du changement d'époque. La race des intouchables est en voie de disparition avancée. Ils sont désormais légion ces anciens barons qui ont maille à partir avec la justice. Peu avant son décès, la procédure de levée de l'immunité du député Barnabo du RPT avait été enclenchée. Dame justice a déjà posé son baiser amer sur les joues d'autres hauts commis de la République. La justice togolaise apparaît de plus en plus comme une institution où émerge une nouvelle génération de magistrats engagés à ramener le droit et l'ordre à la maison. L'indépendance du juge que les togolais appellent de tous leurs vœux se concrétise avec ces actes de bravoure.

Que le général Memène, du haut de son rang soit finalement coupable ou non, dans cette affaire aux ramifications tentaculaires, la grande leçon à retenir est qu'il n'y a plus d'intouchables, car la justice togolaise semble déchaînée et une seule question hante les esprits, à qui le tour? ■

Schmidt EZA



Le Général MEMENE

## Campagne de proximité dans les marchés de Lomé

# Jean-Pierre Fabre à la recherche du temps perdu

Depuis son retour de sa tournée en France, Jean Pierre Fabre inspiré par la révolution au Maghreb, semble avoir compris enfin que la plage et les marches sont d'un usage à limiter forcément si l'on a comme ambition d'implanter son parti politique, de l'amener à supplanter l'Union des Forces de Changement avec laquelle, il partage la même base et pour espérer un jour atteindre l'alternance en battant le RPT et ses alliées aux prochaines élections.

L'ex-secrétaire général de l'UFC a surtout compris que son parti ne doit pas faussement se noyer dans une coalition de partis de moyenne envergure qui se servent plutôt de la base de l'UFC/ANC pour redorer le blason de leurs leaders déjà grillés sur le terrain politique.

C'est donc ainsi qu'aux marchés d'Adawlato, de Le Togo et dans certaines localités environnantes de la ville de Lomé, Jean Pierre Fabre opère des visites de sensibilisation sans ses alliés qui l'ont depuis quelques mois « aidé » à revendiquer sa prétendue victoire à la présidentielle de 2010. Le nouveau président de l'ANC s'est débarrassé d'Abbi Tchessa et d'Aimé Gogué, les deux derniers leaders qui l'assistent



encore sur les randonnées hebdomadaires de la plage, qui il faut le reconnaître, ont perdu de leurs objectifs et vitalité.

C'est désormais l'ANC qui est mise en avant dans les nouvelles campagnes de proximités amorcées par l'ex-député Jean Pierre Fabre. De sources proches de cette nouvelle formation politique l'on affirme que le nouveau leader se serait finalement rendu compte que tous les partis politiques qui se sont associés à la démarche de récupération du fauteuil présidentiel à travers les marches, sont venus beaucoup plus pour se repositionner ou

tout simplement grignoter dans les fidèles et sympathisants de l'Union des Forces de Changement originelle.

**Agbéyomé Kodjo, le premier à tirer son épingle du jeu**

C'est la crise post électorale créée de toute pièce pour avant tout assurer la survie de l'opposition qui a fait le nom du FRAC et de OBUTS, l'allié de taille qui n'a jamais voulu se faire phagocyter. On se rappelle bien qu'à la création de ce front, Gilchrist Olympio s'était opposé avec véhémence. Il estimait que l'UFC n'avait pas à conclure des alliances inutiles avec des partis politiques, qui ne représentaient personne. A l'époque, cet argument avait été battu en brèche par Jean Pierre Fabre qui s'en foutait de porter les couleurs d'une coquille presque vide, car ne contenant en substance que l'UFC. L'essentiel pour lui était le caractère pompeux et publicitaire du FRAC, qui sonnait bien et qui faisait croire qu'il y avait une importante alliance de l'opposition derrière un seul candidat. Ce qui se révélera faux à la suite car Jean Pierre Fabre n'a roulé que sur le crédit de l'UFC et quelques poussières de vote venant de Koffi Yamgnane, qui finalement n'a pas récolté des voix comme on l'imaginait au

Nord. Me Agboyibo étant resté en marge de cette initiative du Commandant, c'est beaucoup plus sur Agbéyomé Kodjo ancien dissident du parti au pouvoir que Fabre comptait pour s'en sortir. Mais ce dernier préférera jouer sa propre carte à la présidentielle, le laissant une première fois sur le carreau. Alors que « les semelles commenceront à s'user », le même Agbéyomé sera le premier à accepter l'idée d'une négociation avec le pouvoir pour arriver à ce qu'il appelle la « prospérité partagée » pour le Togo. Agbéyomé ayant déserté le terrain déjà aride à cause de l'absence des premiers fugitifs Yamgnane et Péré. Seuls à la barre, les dirigeants de l'ANC se sont rendus compte qu'il n'avaient plus pour seuls alliés que le PSR et l'ADDI.

**Le FRAC, un marché de Dupe que Jean Pierre FABRE est en train de quitter**

La mort du FRAC est inéluctablement proche. La récente décision de l'ANC d'aller toute seule vers les populations est un signe avant-coureur. Le démarquage de l'ANC après le départ de l'allié OBUTS sonne le glas pour les petits partis ADDI et PSR qui ont toujours profité des actions du FRAC pour se refaire une santé politique.

Jean Pierre Fabre semble ouvrir les yeux enfin. C'est maintenant pour l'ANC qu'il roule à travers les marchés et les hameaux. L'implantation nationale de son parti politique en dépend et il le sait. Loin de la révolution du jasmin et des manifestations hebdomadaires qui ont jadis prospéré sur le terreau du dépit, l'ANC et son leader pensent maintenant aux choses plus sérieuses c'est à dire leur assise véritable avant les prochaines échéances. Que ce soit ANC ou UFC, la base étant la même, Jean Pierre Fabre, à travers cette dernière prise de conscience, donne finalement raison à son ancien président de parti. Des sources concordantes révèlent que le bureau de l'ANC serait en train de préparer une tournée d'envergure nationale pour installer sur les pas de l'UFC, les bureaux locaux du parti orange. Les jours de ce collectif sont désormais comptés. Plusieurs initiatives ne porteront que la seule empreinte de l'ANC. Les autres n'ont qu'à faire leur preuve comme Agbéyomé Kodjo qui a devancé de loin ses anciens alliés du FRAC dans le ralliement des masses à sa cause. ■

Schmidt EZA

## INTERVIEW de Camille AZANKPO, Artiste plasticien

# « Tous les éléments qui entrent en compte dans mon travail sont des corps »



L'artiste AZANKPO en pleine discussion lors du vernissage

Depuis le 04 Février 2011, s'est installée sur l'Avenue Duisbourg, juste à côté du Lycée Français de Lomé l'exposition « The Patchwork » de l'artiste plasticien de renom Camille Azankpo. Vingt-deux œuvres de référence dans le parfait et original style de l'artiste sont à visiter et à acquérir et ce jusqu'au 28 Février prochain. Avant cette date butoire qui ne devrait pas vous échapper, LE LIBERAL a rendu visite à l'artiste le plus audacieux et le plus prolifique dans l'art de récupérer les objets utilitaires usagés pour en faire des œuvres à valeur éternelle.

**LE LIBERAL :** Dans quel cadre se situe l'exposition « The patchwork » ?

**Camille AZANKPO :** Cette exposition a pour objectif de mettre en valeur mon travail au Togo. Parce que ce travail n'est pas assez connu dans le pays. Surtout avec cette exposition, je voudrais réinstaller mes œuvres parce que depuis un bon moment, je n'ai plus fait d'exposition. Donc lorsque le Directeur de la Galerie AF, Monsieur Alain FASSIER me l'a proposée, je n'ai pas hésité à dire oui.

**LE LIBERAL :** Quelles sont les œuvres qui y sont exposées et quels thèmes et histoires relatent-elles ?

**Camille AZANKPO :** Les œuvres qui sont exposées n'ont pas un nom propre. Il s'agit ici de présenter ce Patchwork, de

présenter des matières qui sont organiques et qui sont du quotidien permanent. Je veux parler par exemple des cuvettes qui portent des motifs et sur ce plan, je veux réaffirmer que ce sont ces motifs là que j'exploite. Ce sont des œuvres qui représentent, en ce qui concerne cette expo, un monde animal. J'ai parlé de « La gueule » qui peut-être la gueule d'un chien ou celle qu'on peut faire contre quelqu'un. J'ai parlé de « La bête virile » qui est l'un des plus grands animaux exposés, qui représente un animal anthropomorphe. Des animaux qui n'ont pas de formes connues. J'ai présenté des « Bouts de bassines » qui portent des motifs imbriqués les uns aux autres par des fils de fer que j'appelle les « agrafes chirurgicales ». Tous les éléments qui entrent en compte dans mon travail sont des corps. Entre autres éléments, les enseignes de commerce comme les plaques des tresseuses, des caoutchoucs. Le métal est la matière mère, essentiellement la bassine émaillée. Ce sont des animaux que je représente, des animaux qui n'existent pas peut-être aujourd'hui, mais qui peuvent exister demain. Il y a des bustes de personnages comme « Monsieur Bonjour » que le public a beaucoup aimé entre autre lors du vernissage.

**LE LIBERAL :** Si nous revenions à votre art, celui de la récupération. Comment est-il perçu dans les milieux africains et togolais ?

**Camille AZANKPO :** Mon travail est un apport nouveau. J'ai participé à plusieurs expositions à travers plusieurs pays et mon art a apporté une touche nouvelle à ce qui existe déjà. Je crois que mon art est un art qui a de l'avenir. Mais en ce moment il faut dire que ce sont les collectionneurs étrangers et surtout européens qui se l'approprient. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles j'ai fait cette exposition ici, pour que les africains et les togolais se l'approprient également. Je profite ici pour témoigner ma gratitude au Musée National du Mali qui a certaines de ces œuvres. J'avais apporté à Bamako des « bestioles clonées », des insectes.

Pour revenir à l'art de la récupération dont tu as fait mention, je dirai plutôt que je redonne vie à des matières qui sont dans notre quotidien permanent. Je donne de la valeur à ces objets là, en les rendant beau. Alors, je ne suis pas d'accord quand tu parles de récupération, ce qui a une connotation un peu péjorative. Car l'artiste a fait un travail de recherche pour donner vie à ces matières jadis utilisées par les hommes.

**LE LIBERAL :** A quand remonte votre dernière exposition ?

**Camille AZANKPO :** Elle remonte à janvier-février 2010 à Cotonou. J'avais exposé les « Black VIP » qui sont des figures noires qui ont marqué le 20e et le 21e siècle. Qu'ils soient vivants ou morts, bons ou mauvais. Vous retrouverez des personnages comme Desmond Tutu, Mohammar Kadhafi, Josephine Becker, Patrice Lumumba, Aimé Césaire, etc. J'ai mis quatre ans pour réaliser ce projet et c'était un « ouf ! » d'une femme qui accouche à l'occasion de cette exposition à Cotonou. Plusieurs personnalités du monde artistique et culturel du Bénin étaient là. Le Musée Zinsou était présent, des artistes comme Romuald Hazoumé, Meschac



Gaba et Dominique Zinkpè.

**LE LIBERAL :** « Le Rideau de fer » est l'une des œuvres majeures de votre carrière. Que devient ce rideau aux dimensions incommensurables ?

**Camille AZANKPO :** Ce rideau est un projet qui parle de la séparation visible et invisible entre les peuples du monde. Des murs construits dans les pays comme l'Allemagne, la Palestine et Israël. D'autres murs sont ces préjugés que nous nourrissons les uns envers les autres. C'est un projet que je voudrais montrer au monde un jour. Ce rideau, je l'ai achevé depuis 6 ans. Mais il faut le sortir, trouver un lieu pour l'exposer et le mettre en valeur. Ce qui exige beaucoup de

moyens. Donc finalement c'est un rideau qui est à voir chez l'artiste pour le moment.

**LE LIBERAL :** Quelle est la prochaine destination de l'exposition « The Patchwork » ?

**Camille AZANKPO :** J'ai plusieurs expositions qui ne se précisent pas encore. J'en ai à Accra au Ghana et en France. Mais en ce qui concerne les projets d'avenir, j'en ai tellement. Cette année, je serai en Norvège pour l'acte 2. De l'exposition « North meets West ». J'attends beaucoup plus la confirmation des projets et les invitations pour en parler. ■

Interview réalisée par Alfred KILI

## Elan de solidarité autour des radios sous le coup d'une fermeture

La démocratie est à l'aune de la liberté de presse aucun pays au monde ne peut prétendre à la démocratie et à l'Etat de droit sans une importance accordée à la liberté d'expression et à la liberté de presse. La constitution togolaise de la 4e République en son article 130 garantie la liberté de presse par le biais de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC) qui a pour mission de garantir et d'assurer la liberté et la protection de la presse et des autres moyens de communication de masse. En plus depuis près d'une décennie le Togo bénéficie d'un code de la presse dépenalisé très envié d'ailleurs dans la sous région. Des cris de sédition ces derniers temps s'élèvent dans le milieu de la presse privée pour crier haro sur l'Autorité de Réglementation des Télécommunications et des Postes (ART&P) qui fait planer depuis un bout de temps

des menaces de fermetures des radio X Solaire, Métropolys, et Providence. Du côté des organisations de défense de la liberté de presse notamment le Conseil National des Patrons de Presse (CONAPP), l'Union des Journalistes Indépendants du Togo (UJIT), l'Observatoire Togolais des Médias (OTM), on dénonce une certaine volonté manifeste de museler la presse en général et la presse privée en particulier. On n'entend pas en rester là car des actions sont prises pour soutenir les médias en difficultés. Des émissions sont organisées, on parle aussi des journées sans presse des sit-in devant les institutions de la République et s'il le faut des marches de protestation à travers les villes du pays en tout cas, c'est en substance le contenu d'un communiqué de presse rendu public le 18 Février dernier, sanctionnant une rencontre qui a rassemblé les associations de défense de

liberté de presse, patrons des différents organes et journalistes. Nul surtout venant du monde médiatique ne pourrait se réjouir d'une telle difficulté à laquelle font face les médias menacés de fermeture. La confraternité oblige et aucune initiative ne devrait pas être ménagée pour éviter cette fermeture. Mais au-delà des vives critiques et protestations en l'endroit de l'autorité de réglementation des télécommunications et des Postes, il faudra également se mirer, procéder à une introspection et se pencher sur la justification ou non des reproches faits au médias sous le coup de fermeture pour défaut de réception, mais aussi les installations de ces radios qui ne répondraient pas aux normes des radios diffusion professionnelles. Cette démarche permettrait de mieux élaborer des stratégies afin de parvenir à éviter une éventuelle fermeture des radios précitées.

Toutefois, il faudra saluer la mobilisation au sien du monde de la presse notamment Journalistes pour les Droits de l'Homme (JDHO) et SOS Journalistes en Danger pour leur initiative en faveur de la réouverture des radios fermées et par ricochet en faveur de la liberté de presse dont nous savourons les délices depuis quelques années. L'Etat de droit que nous appelons de tous nos vœux s'installe progressivement et ses effets parfois ne sont forcément pas de nature à plaire à tout le monde surtout quand on n'a pas pris des dispositions pour s'acclimater à la nouvelle donne. Il faut y parvenir pour ne pas rester à la traîne car l'autorité à qui on demande d'assouplir ses positions vis-à-vis de la presse privée ne pourrait continuer à fermer les yeux sur des irrégularités si elles sont avérées au nom de la liberté de presse.

PF

## Société (suite et fin)

### PAPY JOE, L'ONCLE ESCROC

#### Récapitulatif

*Georges, un jeune homme en situation délicate dans une maison de location s'est confié à Papy Joe, son collègue de jeu de Ludo qui a promis lui trouver une chambre à louer.*

*Dès le lendemain de leur conversation, Papy Joe, l'oncle escroc fait visiter une maison à Georges. Cette nuit-là même Marc le propriétaire, plutôt le jeune frère de la dame à qui appartient la maison, l'oblige à verser 36.000 FCFA de caution et d'avance avant d'occuper la chambre. La transaction a eu lieu dans un bar au quartier Tokoin Soted. Marc demande alors à Georges de passer chez lui le lendemain très tôt pour récupérer les clés et le reçu. C'est Papy Joe qui est chargé de l'amener chez Marc.*

Le rendez-vous était pris pour 06 heures ce samedi du mois de février. Il était 8 heures et Papy Joe n'arrivait pas toujours au lieu du rendez-vous. Son portable avait des problèmes de batterie depuis la veille. C'est donc pour cela qu'il était impossible de le joindre. Il fallait donc attendre et Georges attendra jusqu'à midi avant de se résoudre à aller manger et surtout à se dire qu'il retrouverait Papy Joe sur le terrain du jeu de Ludo. A 14 heures Georges était déjà au stade du Ludo, là aussi il devra attendre et attendre encore. Vers 18 heures il demanda gentiment à un des camarades de jeu s'il pouvait lui indiquer la maison de Papy Joe. L'autre eu l'amabilité de la lui indiquer en le prévenant qu'il aurait une chance sur mille de rencontrer l'escroc chez lui. Une inquiétude l'envahit mais il se disait qu'il n'avait pas

remis l'argent à Papy Joe lui-même et qu'au pire des cas, il irait rechercher Marc le petit frère de la proprio dans la maison. Mais Georges n'en était pas encore à cette solution. Il se dirigea donc chez Joe. Ce soir là, c'est Diane, la nièce qui accueille Georges. Le calme faussement tranquille avec lequel il demanda après son oncle ne la rassura pas et c'est ainsi quelle lui demanda ce qu'il voulait à son oncle. Georges répondit qu'il s'agissait d'une simple visite de courtoisie à un camarade de jeu. « il n'est pas là, il est sorti depuis le matin et d'habitude, il ne rentre pas avant 23 heures et à cette heure notre portail est déjà fermé. Si c'est pour une simple salutation attends le plutôt à votre club de ludo mais si c'est pour autre chose alors reviens très tôt demain matin » lui répondit elle avant de lui tourner le dos pour refermer le portail. A son départ, Georges ne s'en alla pas aussitôt ce qui lui permit de savoir que Joe était bien présent mais que la petite ne voulait pas qu'il le rencontre. Il entendait depuis la maison la petite fille s'en prendre à son oncle qui ne répondait pas. Ce qui le marquera le plus est cette phrase « J'espère que tu n'as pas encore escroqué ce jeune. Sinon, cette fois-ci tu iras en prison. Toi un vieux comme ça, tu ne veux toujours rien faire ! ». Juste après les cris de colère, il entendra une autre voix plus responsable, probablement celle de la maman de la fille qui vient de lui mentir, qui disait « Laisse ton oncle tranquille et viens m'aider, tu sais bien qu'il est né comme ça et qu'il ne changera jamais. »

Georges se disait que Joe était là,

mais jusqu'à son départ, il attendra en vain la voix de ce dernier pour faire irruption dans la maison et menacer celui qu'il considérait la veille encore comme son sauveur. Il se retint et se dit qu'il n'en était rien de tout cela. Mais le seul hic qui continuera encore de l'intriguer, c'est pourquoi, Papy Joe ne l'avait pas appelé de toute la journée? Son ami avait-il eu un accident ou un grave empêchement. Cette nuit, Georges ne trouvera pas le sommeil. Il lui restait tout juste deux semaines et s'il s'était effectivement fait pigeonner, il éprouverait toutes les difficultés de ce monde pour rassembler les 36 000 F CFA pour pouvoir déménager et là encore ce n'était pas évident qu'il trouve une chambre avec cette petite somme d'argent. Il était triste, il sortait et revenait dans la chambre sans pouvoir expliquer ce qui l'inquiétait réellement à ses voisins. Très tôt le lendemain, bien avant 5 heures, Georges était chez Joe. Assis sur un tronc d'arbre coupé et couché au portail, il attendait que les premières personnes se réveillent pour qu'il leur demande à leur tour d'aller réveiller Joe. Il voulait sa clé et son reçu. Peu avant 6 heures, c'est encore la fille de la veille, la nièce Diane qui ouvrit la porte, elle était en tenue kaki et semblait très pressée d'aller à l'école. Après avoir traversé Georges sans réellement l'apercevoir, elle s'arrêta brusquement et se retourna vers lui. « Mais c'était toi hier n'est-ce pas? Que fais-tu ici ce matin de bonne heure? Je crois que mon oncle n'est pas rentré

hier. Ce n'est donc pas la peine de l'attendre maintenant. S'il doit rentrer ce ne sera pas avant la nuit comme je te l'avais dit hier. » Georges était totalement démoralisé et n'en pouvait plus. Il répliqua à la nièce « Mentreuse, je sais que ton oncle est là et que tu le caches. Vous êtes des voleurs dans cette maison. Je veux mon argent. Comment vais-je faire pour déménager? ». Diane réalise donc effectivement que son oncle avait effectivement arnaqué le pauvre. Elle lui demanda alors de patienter un peu. Elle courut à la maison pour informer sa mère, la sœur de Joe. Toutes les deux invitèrent Georges à la maison pour qu'il raconte l'histoire. La sœur n'en pouvait plus. Elle demanda alors à Georges de revenir le lendemain, d'ici là, elle aurait eu le temps de s'entretenir avec son frère pour mieux comprendre l'histoire. Elle consola le pauvre Georges en lui affirmant qu'il récupérerait ses sous et d'ici peu, probablement sa chambre. Aussitôt le jeune homme reparti, la mère de Diane alla réveiller Joe pour mieux comprendre cette histoire de déménagement dans laquelle il s'était encore fourré. Joe qui sortait à peine de son sommeil promis qu'il irait chercher l'argent pour le rapporter à Georges et que c'était la dernière fois qu'il apportait assistance à un nécessiteux. Quand Joe sortit ce jour là, on ne le revit qu'après une semaine. Georges usa ses chaussures dans les va-et-vient incessants en direction de la maison de Georges. Il ne restait plus qu'une semaine pour que Georges déménage et jusque là il

ne savait à quel saint se vouer. Il décida finalement de recourir à la police en apportant une convocation chez Joe. Il repassa le lendemain pour s'assurer que ses parents lui avaient remis la convocation de police, mais c'était toujours le même refrain. Pas de trace de Joe. Georges narra l'histoire à ses autres amis du Ludo qui finirent par le prendre en pitié et décidèrent de l'aider à retrouver le truand qui ne faisait pas honneur à leur corporation et foulait au pied les règles de solidarité et de confraternité. Au bout de deux jours, Georges a retrouvé les deux hommes qui lui avaient pris les 36 000 F CFA. C'est avec les policiers qu'il est allé les cueillir. Une fois au poste, Joe a fait appel à sa sœur qui est venue supplier Georges de libérer Joe et que ce dernier lui signerait une reconnaissance de dette dont elle se portait garante. Les policiers attirèrent l'attention de Georges sur le danger d'une telle éventualité. « Si nous le relâchons et il ne te rembourse pas ton argent, ne reviens plus nous déranger ici » La sœur l'avait tellement rassuré qu'il finit par libérer Joe et son complice. Il était prévu qu'à la première quinzaine du mois, Georges retirerait au moins vingt mille francs. Depuis dix jours il court toujours après la sœur et l'escroc. Quant à sa chambre, cela fait une semaine aussi qu'il est parti de chez la vieille et qu'il loge chez une de ses grandes sœurs de village en attendant de récupérer son argent. La sœur a promis tout payer à la fin du mois et nous y sommes bientôt. ■

Le Briscard

## 3e Edition du Trophée Miss vierge Cap sur la chasteté des garçons

L'élection Trophée Miss Vierge est cette année à sa 3ème édition. Evènement culturel visant à promouvoir la virginité chez la jeune fille togolaise. Miss Vierge a été officiellement lancée le vendredi 18 février au Centre Culturel Denyigban de Lomé. Placé sous le thème "Fille vierge, jeune garçon, emboîte lui le pas", cette édition met le cap sur la virginité des garçons comme c'était le cas dans nos sociétés traditionnelles il y a quelques années. "Vu la dégradation de nos mœurs et la résignation des parents, il est important de cultiver cette vertu qui tend à disparaître : la virginité chez les filles jusqu'à un certain âge. Cela va aider nos filles à se prévenir contre le SIDA, à éviter les grossesses non désirées et à donner une personnalité à la femme africaine", a expliqué Rodrigue Akolly, le président du Comité Miss Vierge. Les responsables dudit comité comptent organiser bientôt une campagne de sensibilisation à travers toutes les régions du pays pour sensibiliser les parents et les filles sur l'importance et la vision du Trophée Miss vierge. Au cours de la tournée, seront sélectionnées 30 filles entre 18 et 25 ans et après les tests, 20 seront dégagées pour le concours final en juillet prochain. Les filles choisies, vont subir des tests de virginité chez les gynécologues pour assurer que les candidates sont réellement vierges. Pour Rodrigue Akoly, c'est aussi une manière de valoriser la femme

togolaise. Il appelle les garçons à la chasteté jusqu'au mariage. Ce qui explique le thème de cette 3e édition « Fille vierge : Jeune garçon emboîte lui le pas ». Les frais de participation à l'élection Miss Vierge s'élèvent à 1000 francs CFA pour les filles des régions de l'intérieur du pays et 2000 francs pour celles de Lomé et de la région maritime. La cérémonie du lancement a servi d'occasion pour Mlle Antoinette Medahanao, Miss vierge 2010, de présenter son bilan à mi-parcours. Pour elle, "il n'est pas facile de se garder vierge, car il y a des pressions sociales qui sont fréquentes. Nos camarades se moquent le plus souvent de nous, et nous traitent de fille non civilisées. Des fois, nos parents mêmes souhaitent nous donner en mariage. Ce n'est pas facile. Je pense qu'il faut aussi sensibiliser les parents sur le bien fondé du Trophée Miss vierge", a-t-elle plaidé. Elle a ajouté que son mandat qui est en cours est riche d'évènements, car elle a, avec des groupes de jeunes, sensibilisé les jeunes filles sur le SIDA et participé au dépistage gratuit à Mango (nord), et dans d'autres villes du pays. Pour la marraine de cette 3e édition Mme Victoire Kuelson, la vraie fille est celle qui se marie vierge. C'est une manière qui tend à disparaître et cette édition va donner un autre regard vis-à-vis des femmes. ■

BRHOOM Kwamé

## Musique Un double album pour le duo Sacré et Skarla du groupe 109 CONNEXION

On pourra pousser enfin un soupir de soulagement pour le groupe 109 Connexion auteur d'un double Album lancé depuis samedi dernier dans les locaux de radio Zéphyr. En tout cas les fans auront attendu longtemps pour savourer enfin l'album d'un groupe musical qui s'est annoncé avec fracas dans le landernau musical depuis décembre 2007 grâce au single « donne moi ton numéro » nominé pour cette année d'ailleurs dans la catégorie soul RNB aux Togo hip hop Awards. Depuis lors, pas d'album même si le binôme a toujours marqué sa présence sur la scène musicale à travers d'autres titres à l'instar de « t'es ma miss » ou encore le fameux cool catché qui fait vibrer les mélomanes en ce moment. Désormais tout ce chef d'œuvre musical du groupe 109 Connexion se retrouve sur un album en double au prix de 1500F. Un véritable mélange du chant hip hop, à l'ambiance



urbaine africaine bref c'est la tendance « cool catché » une idée originale développée avec le mythique groupe Toofan dont l'un des membres Sacré est le frère de Barabas. Le groupe 109 Connexion ne cache pas son admiration pour le groupe

Toofan dont il subit l'influence mais il garde tout de même sa particularité dans l'art de combiner les sons, une particularité qu'on pourra aller chercher sur le double album déjà dans les bacs. ■

Fabrice P.

## Promotion des Dessins et Arts plastiques Le Festival Mine De Crayon lancé

L'association « OrNoir » et le Journal Sika'a Magazine, veulent sortir de l'ornière, le dessin et l'art plastique togolais qui éprouvent d'énormes difficultés à se développer. Bien qu'ils renferment des talents et des potentialités, ces deux secteurs semblent des laisser pour compte dans notre pays. Ce qui explique leur manque de structuration faute d'un espace réservé aux acteurs pour leur expression. C'est pour une réelle organisation de ce secteur que le Festival international des dessins et des Arts plastiques, Mine de Crayon est lancé ce 22 février 2011 au Centre Culturel Français de Lomé. Sa vocation première est donc la structuration du secteur artistique au Togo. Ceci pour renforcer les compétences des acteurs artistiques et le renforcement de la qualité de leurs productions. C'est un festival qui permettra aux dessinateurs, aux caricaturistes, aux jeunes artistes plasticiens de s'exprimer et de vulgariser leurs œuvres au plan national ; puis de s'exporter à l'international. Durant deux semaines, du 15 au 31 mars au CCF de Lomé se tiendra la première édition de Mine de Crayon. Plusieurs activités sont au menu de ce festival qui sera organisé tous les ans. Entre autres activités, des ateliers pour les participants, des expositions, des stages sur l'entrepreneuriat artistique, des Pique-niques, des concours de dessins, etc. Les journalistes



culturels auront droit à un stage qui s'inscrit dans leur domaine et qui aborde la promotion des œuvres d'art. La Bande dessinée, la caricature, le portrait, la sculpture, le dessin architectural, la sérigraphie, l'infographie, le taggage, le graphitis, tous seront au centre du festival qui veut donner corps à leur existence sur la terre de nos aïeux. D'ailleurs, le thème de cette première édition est évocateur : « Le dessin, vecteur de développement ». Plus de 30 mille jeunes élèves, étudiants et apprenants en particulier de tout le Togo sont attendus au Festival qui entend regrouper tous les domaines du dessin précité. Mine de Crayon est un festival qui veut redonner de l'espoir aux jeunes en les amenant à se battre au quotidien et à prendre des initiatives pour leur développement et leur bien-être. La cérémonie de lancement a permis aux journalistes de vivre en live les prestations des dessinateurs et des caricaturistes du journal Sika'a. Mine de Crayon, c'est donc du 15 au 31 mars prochain au Centre Culturel Français de Lomé. ■

BRHOOM Kwamé

# PIESCO BOUZIN

**PIESCO MEMORY**  
*La griffe des Connaisseurs*  
**Face Station TOTAL Djidjole**  
**ICC**  
**Institut de Coupe et de Couture**  
A Agbalépédo, non loin de la HAAC

Diplôme d'Etat + Atelier

Informations: +228 916.60.39

# Révolution dans le monde arabe

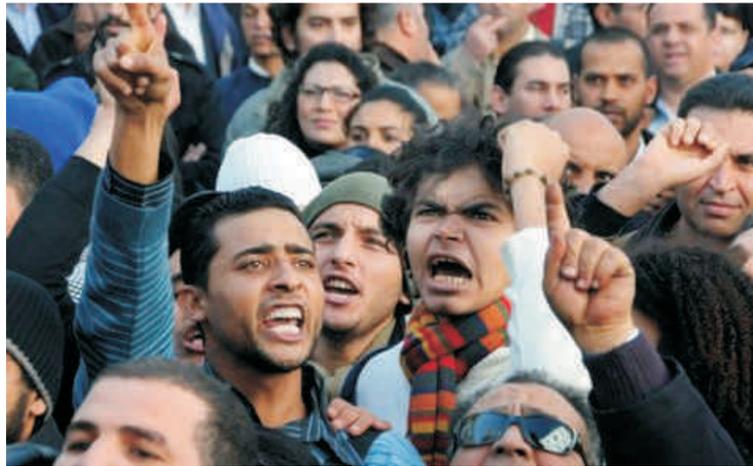
## L'éternelle guéguerre entre chiites et sunnites en filigrane / Analyse

Telle une pieuvre, la révolution du Jasmin continue d'étendre ses tentacules dans tout le monde arabe. Pour rendre compte de l'ampleur du phénomène, on parle du printemps arabe en écho au Printemps de Prague qui rappelle le soulèvement de la population de l'ancienne Tchécoslovaquie en 1968 contre l'occupation de l'URSS qui tentait d'imposer l'idéologie communiste en mettant au pas les dirigeants slovaques. L'Algérie, la Lybie, le Yémen, le Bahreïn sont désormais dans l'œil du cyclone. Si tous ces soulèvements ont pour dénominateur commun, au niveau des motivations, la désespérance sociale et démocratique, il n'en demeure pas moins vrai qu'au Moyen Orient, les soulèvements recèlent bien d'autres considérations enfouies, qui plongent leurs racines dans les temps les plus mémorables. La révolte des chiites au Bahreïn prouve que le fait religieux est aussi à prendre en considération et qu'il ne peut pas être occulté. En effet au-delà de la soif du changement dans le Golfe arabo-persique se joue aussi la querelle séculaire entre les Chiïtes et les Sunnites. On le sait, à la mort du prophète Mohamet, des querelles de

succession ont fait surgir deux tendances : le Chiïsme et le Sunnisme.

La première prône une grande rigueur dans la mise en pratique de l'islam et l'assimilation des populations conquises. Ils recommandent aussi que le califat revienne aux descendants en ligne directe du prophète. Ils s'opposent sur ces points aux orthodoxes ou sunnites, adeptes d'une application souple de la doctrine musulmane (la sunna).

Comme le politique et le religieux sont intimement liés dans les pays arabes, au sommet des États, il s'ensuit des différences majeures quant au gouvernement. Tandis que les musulmans sunnites acceptent la confusion de l'autorité politique et de l'autorité religieuse en une même personne (autrefois le calife, aujourd'hui le souverain comme au Maroc ou plus trivialement le dictateur du moment), les chiïtes distinguent les deux sphères politique et religieuse. C'est le cas présentement en Iran où on a la tête de l'Etat un Président élu qui doit composer avec le Guide de la Révolution, aujourd'hui l'Ayatollah Ali Khomeiny. Le Guide a une certaine ascendance sur le Président, ce qui confirme l'orientation théocratique du



régime.

Les rapports de force dans la conquête ont été toujours été du côté des Sunnites d'autant plus que la plupart des Gouvernants des Etats arabes aujourd'hui sont de la tendance sunnite, en dehors de l'Iran depuis la décadence du Shah consécutive à la révolution iranienne en 1979.

Dans la plupart des pays du Golfe arabo-persique, les Chiïtes sont inféodés à des monarchies Sunnites depuis plus de deux siècles et les présents mouvements peuvent bien remettre en cause cette réalité politico-religieuse.

L'analyse est loin de paraître comme une pure spéculation.

De toute évidence, l'effervescence actuelle dans le monde arabe n'est pas pour déplaire au président Mahmoud Ahmadinejad à la tête de l'Etat le plus représentatif de la communauté chiïte et qui affirme: « Avec la région qui prend une nouvelle forme et l'évolution en cours, nous espérons voir naître un Moyen-Orient qui soit islamique et puissant, et en mesure de résister aux occupants sionistes ». L'Iran qui a toujours appelé l'émergence d'un Moyen-Orient plus islamisé capable de tenir tête à ses ennemis israélien et américain saisit donc la balle au rebond pour espérer l'arrivée de régime chiïte moins enclin sinon vertement opposés contre l'impérialisme américain

dans une région au potentiel pétrolier immense.

Au Bahreïn, au-delà des revendications d'ordre social, les Chiïtes demandent que cesse déjà une dictature exercée depuis plus de deux cents ans par la dynastie sunnite des al-Khalifa à travers la modification de la loi fondamentale pour tenir compte de la majorité des Chiïtes dans les sphères de l'Etat.

Si d'aventure, la dynastie sunnite des al-Khalifa perd la main au Bahreïn, l'Iran disposera désormais d'un allié de taille dans son bras de fer contre Washington et surtout trouvera la voie royale pour l'instauration d'un islamisme radical. En tout cas cette réalité est sérieusement prise en compte dans les autres monarchies du Golfe arabo-persique comme l'Arabie Saoudite qui craignent que les grandes manifestations de la Péninsule arabe du Golfe (Bahreïn) n'encouragent les communautés Chiïtes marginalisées dans les environs, terreau fertile pour la recrudescence du radicalisme et du fondamentalisme religieux dont le monde fait déjà les frais au travers de l'intolérance, les brimades et les assassinats de tout genre pour des motifs religieux. ■

E. Dieudonné

## L'embargo sur le cacao ivoirien

# Un couteau à double tranchant pour le Camp Ouattara



Tandis que tout le monde attend les conclusions du panel des Chef d'Etat, qui visiblement ne rassure pas (le panel serait divisé entre les pro-Gbagbo et les pro-Ouattara comme si ils avaient été choisis pour défendre chacun leur préféré), les deux protagonistes continuent leur bras de fer plus que jamais épique sur le plan économique. Alassane Dramane Ouattara reconnu par la communauté internationale avait demandé fin janvier un embargo sur le café et le cacao en enjoignant aux multinationales de cesser d'exporter de la fève pendant un mois. L'objectif est de mettre dans l'embarras un Laurent Gbagbo qui taille son nerf de la guerre dans la ceinture du cacao.

Le locataire de l'hôtel du Golfe serait-il en

passé de réussir son coup ?

Les multinationales ont suivi à la lettre ses recommandations.

Le café et le cacao ivoiriens ne se vendent plus sur le marché international et les effets sont automatiquement ressentis par les producteurs qui commencent par manifester leur mécontentement.

La semaine écoulée, Abidjan a été le théâtre des manifestations des planteurs qui ont brûlé des dizaines de sacs de café et de cacao pour exprimer leur ras le bol à l'Union Européenne qui a demandé aux navires de ne plus accoster à San Pédro.

Dans cet environnement critique, certains planteurs arrivent toutefois à vendre leur production, par des chemins détournés, mais à prix réduit.

L'agriculture est le socle des richesses ivoiriennes. Et la filière café-cacao, au cœur de l'économie, génère environ 40% des recettes d'exportation de Côte d'Ivoire. Selon certains acteurs de la filière, un embargo de longue durée serait une catastrophe économique et sociale pour le pays.

Si l'embargo sur le café et le cacao est une arme redoutable et efficace pour Ouattara dans sa lutte pour asseoir son pouvoir, il n'en demeure pas moins vrai que cette arme peut se retourner contre lui car les mesures prises peuvent contribuer à le

rendre encore moins populaire au sein des populations ivoiriennes qui en subissent les contrecoups.

Le secteur du café cacao fait vivre directement et indirectement 7 millions de personnes en Côte d'Ivoire. Ce sont donc les producteurs qui souffrent en premier de l'embargo décrété par Ouattara.

Les effets de l'embargo laisseront des plaies béantes au sein de la population ivoirienne qui vont lui en faire porter la responsabilité.

Les producteurs au cours de leurs manifestations pointent du doigt le locataire de l'hôtel du golfe qu'ils accusent d'être responsable de la dégradation de la situation économique.

Mais avait-il le choix face à un Laurent Gbagbo décidé à s'accrocher au pouvoir en dépit de toutes les pressions ?

Si les sanctions économiques sont une arme redoutable pour Ouattara, elles peuvent aussi avoir l'effet contraire, contribuer à lui porter préjudice d'autant plus que certains ivoiriens se demandent comment il peut sacrifier le peuple qu'il prétend vouloir diriger sur l'autel de sa quête du pouvoir. La peur des massacres tout court est remplacée par la peur des massacres économiques. On n'est pas sorti de l'auberge ivoirienne.

De toutes les façons l'option choisie

produit déjà quelques effets d'autant plus que le camp adverse est atteint de plein fouet.

La déconfiture de la filière cacao et dans une large mesure de l'économie ivoirienne produira des effets sous un double angle.

D'un côté, elle peut à la longue provoquer une certaine lassitude chez des ivoiriens qui guidés par l'instant de survie voudront lâcher Gbagbo pour que la situation redevienne normale.

Mais de l'autre, elle renforce l'étiquette que collent certains ivoiriens à Ouattara à savoir qu'il est l'homme de l'étranger puisque l'embargo qu'il a décrété n'aurait pas réussi sans le concours de la communauté internationale.

Pendant que l'économie ivoirienne continue sa descente aux enfers, l'espoir repose maintenant sur le panel des chefs d'Etat qui devrait normalement rendre ses conclusions le lundi 21 février. Simple retard ou blocage ?

En tout cas, rien n'augure d'une issue favorable.

Après trois mois de turbulences, on est encore loin, très loin de sortir de l'auberge et le chemin de croix de la population ne fait que commencer dans cette guerre d'usure entre les deux gladiateurs où tous les coups sont permis. ■

E. Dieudonné



## COMMUNICATION DE LA CEET

Depuis le mardi 23 novembre 2010, les tarifs de vente de l'énergie électrique par la CEET ont été révisés et de nouveaux tarifs sont désormais en vigueur.

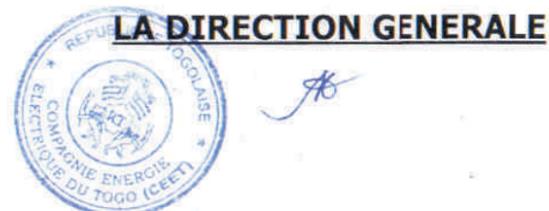
Lors d'une conférence de presse au Ministère des Mines et de l'Energie, le 28 décembre 2010, réunissant la CEET, la CEB et les journalistes, le Ministre des Mines et de l'Energie a communiqué officiellement sur le décret fixant les nouveaux tarifs et leur mise en application pour compter de la consommation de janvier 2011.

Ce qui signifie que les nouveaux tarifs concernent les factures d'électricité dont la relève est effectuée par les agents CEET au moins à partir du 1er janvier 2011 et pas avant cette date. En clair, toute relève, effectuée avant cette date du 1er janvier 2011, ne sera pas prise en compte par le nouveau tarif.

Nous tenons donc à rassurer les clients sur la régularité de la facturation de la CEET. Nous les rassurons également que la CEET a pris toutes les dispositions pour que tout se passe sans problème.

A ce titre, et pour donner la possibilité aux clients de mieux s'informer, il est mis en place une Cellule de Gestion des Réclamations Relatives aux nouveaux tarifs d'électricité désormais en vigueur.

Cette cellule est joignable aux numéros de téléphone suivants : **241 98 68 et 241 98 78**, de **7h00 à 17h30** !



## L' Afrique grande absente du G20 à Paris malgré son potentiel

Tout le gotha de la finance et de l'Economie internationale était présent le week-end dernier à Paris pour la réunion des Ministres de l'Economie et des Finances des pays du G20.

La France qui en assure présentement la présidence avait à convaincre ses partenaires de l'importance de la définition des indicateurs économiques communs aux fins de corriger les déséquilibres entre les 20 économies les plus puissantes de la planète.

Les négociations entre les pays représentant 85% de la richesse ont donc finalement abouti à la définition de cinq critères qui sont entre autres: la balance des comptes courants, les taux de change réels, les déficits budgétaires et la dette, les réserves de change et les taux de l'épargne privée.

Vu les oppositions béantes entre les puissances avant ce sommet, la présidence Française peut se targuer sans complaisance d'avoir plus ou moins réussi son pari.

En effet, seule l'Allemagne était d'accord avec Paris pour la définition des fameux cinq critères, Washington n'était pas pressé, le Brésil promettait de s'opposer aux régulations des matières premières. Pékin en revanche était hésitant sur la question

des taux de change puisqu'elle est toujours pointée du doigt par Washington qui l'accuse constamment de sous-évaluer sa monnaie.

Toutefois la partie est loin d'être gagnée. Une chose est de définir les indicateurs, une autre est de les appliquer. Comment faudrait-il traduire ces indicateurs dans la réalité? Comment stigmatiser les mauvais élèves qui s'écarteront de ces critères?

La plupart des pays ont balayé du revers de la main la fixation par le G20 des objectifs quantitatifs spécifiques pour chaque pays.

C'est d'ailleurs pourquoi le Communiqué final parle des indicateurs non contraignants.

Du côté de Paris, cheville ouvrière de l'accord sur ces indicateurs, on assure qu'on n'a pas l'intention à priori de passer à l'application. C'est ce qu'a relevé Christine Lagarde en affirmant que: « tombons d'abord d'accord sur les indicateurs, il sera grand temps ensuite de passer chaque pays à son tamis, en prenant soin de ne pas stigmatiser les mauvais élèves».

En fait, le principal objectif recherché, c'est de parvenir au sein du G20 à des critères de convergence comme dans les Unions Monétaires et Economiques.

L'ambition est salutaire d'autant plus qu'elle permet d'une part de ne pas retomber dans des situations de crise



systemique comme les événements de 2008 qui avaient placé le monde entier au bord du précipice, mais aussi elle permet d'éviter la guerre des monnaies qui a fait rage entre les puissances à l'automne passé. Cependant, elle fleurit le romantisme car nous sommes en face des pays les plus puissants du monde engagés dans une course effrénée pour le leadership dans l'économie mondiale avec en toile de fond la préservation des intérêts nationaux et il est fort à parier que bien de pays du G20 ne se soumettront pas de bonne grâce aux indicateurs quand cela n'arrangera pas leurs affaires.

Le Brésil est par exemple totalement opposé au mécanisme de contrôle ou de

régulation du prix des produits manufacturés. Son Ministre de l'Economie et des Finances Guido Mantega lors d'une conférence de presse a averti que ces mesures pourraient avoir des effets négatifs en freinant l'offre.

La Chine n'a accepté les indicateurs sus indiqués qu'au prix des concessions de la part des autres pays.

Une fois de plus l'Afrique pourtant dotée d'énormes potentialités a brillé par son absence, signe qu'elle est toujours en mal de repères dans l'Economie internationale. Rendez-vous est pris au mois de novembre à Cannes pour le G20 des Chefs d'Etat. ■

E. Dieudonné